***Communiqué de presse***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| *Date* | Luxembourg, 18 September 2014 | |
| *Contact* | | Carole de Samucewicz  +352 49 48 48 2507  [carole.de.samucewicz@lu.pwc.com](mailto:carole.de.samucewicz@lu.pwc.com)  Vincent Pelletier  +352 49 48 48 6037  [vincent.pelletier@lu.pwc.com](mailto:vincent.pelletier@lu.pwc.com)  Pour plus d’informations, contactez-nous : [press@lu.pwc.com](mailto:press@lu.pwc.com)  Suivez-nous sur Twitter : [@PwC\_Luxembourg](https://twitter.com/PwC_Luxembourg) | |  |
| *Pages* | | 4 | | |

***Les pays du G20 doivent accélérer le rythme de réduction   
de leurs émissions de carbone***

*PwC analyse les taux de croissance économique et les émissions de gaz à effet de serre du G20*

D'après les spécialistes du changement climatique chez PwC, d'ici à 2100, les pays du G20 devront diminuer de 6,2 % par an leurs émissions de carbone liées à l'énergie pour chaque dollar de PIB. Ce taux de réduction est plus de cinq fois supérieur au taux actuel. Il correspond au volume de baisse estimé que les pays doivent réaliser pour combiner croissance économique et limite du réchauffement climatique à 2°C.

***En 2014, l’intensité de carbone a diminué de seulement 1,2%, contre les 6,2% requis***

Pour la sixième année consécutive, l'étude de PwC « *Low Carbon Economy Index*, *2 degrees of separation – ambition & reality* » révèle que l'objectif de réduction de l'intensité carbone mondiale (émissions de gaz à effet de serre par dollar de PIB) n'a pas été atteint. Le fossé entre les actions concrètes des pays et les mesures nécessaires continue de se creuser.

Le total des émissions annuelles liées à l'énergie, actuellement légèrement supérieur à 30 gigatonnes de CO2, est en pleine augmentation, due à une croissance du PIB de 3,1 %. Au cours de la même période, l'intensité carbone a diminué de seulement 1,2 %, un chiffre nettement inférieur au niveau requis pour limiter le réchauffement climatique à 2°C. Le monde se retrouve donc confronté à un défi plus grand encore : réduire les émissions de 6,2 % par an en moyenne, et ce jusqu'en 2100.

***L’Australie, bon élève inattendu***

Contre toute attente, l'Australie affiche les meilleurs résultats. L'étude révèle ainsi qu’en dépassant l'objectif annuel avec un taux de réduction des émissions de carbone de 7,2 % en 2013, elle caracole en tête pour la deuxième année consécutive. Trois autres pays – le Royaume-Uni, l'Italie et la Chine – enregistrent des taux de réduction des émissions de carbone compris entre 4 % et 5 %. En revanche, la France, les États-Unis, l'Inde, l'Allemagne et le Brésil ont tous les cinq vu leur intensité carbone augmenter en 2013.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Pays | Intensité carbone (tCO2/2013$m)  2013 (2012-13) | Variation de l’intensité carbone 2012-13 | Variation de l’intensité carbone 2011-12 | Variation annuelle moyenne de l’intensité carbone 2008-2013 |
| Monde | 323 | **-1.2%** | *-0.8%* | -0.6% |
| G7 | 281 | **-0.2%** | *-2.7%* | -1.9% |
| E7[[1]](#footnote-1) | 404 | **-1.7%** | *-0.1%* | -0.3% |
| Australie | 338 | **-7.2%** | *-5.3%* | -4.6% |
| Royaume Uni | 206 | **-4.8%** | *+2.4%* | -2.9% |
| Italie | 172 | **-4.1%** | *-3.5%* | -2.9% |
| Chine | 561 | **-4.0%** | *-1.4%* | -1.6% |
| Afrique du Sud | 635 | **-3.0%** | *-1.5%* | -3.0% |

Au regard des taux actuels d'intensité carbone, la quantité totale de carbone qui, selon les recommandations du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), peut être émise au cours de ce siècle pour limiter à 2°C le réchauffement climatique, sera atteinte d'ici 20 ans.

Toutefois, l'étude montre les **signes encourageants** d’une dynamique dans des domaines critiques pour la croissance économique à faible intensité de carbone :

* Pour la première fois en six ans, les pays de l'E7 ont surperformé ceux du G7 en matière de réduction de carbone (1,7 % contre 0,2 %), démontrant qu'il est possible de maintenir la croissance économique tout en freinant l'accroissement des émissions.
* La production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables (hors hydroélectricité) a augmenté de 16 %, tendance qui se poursuit depuis les dix dernières années avec un taux de croissance annuel à deux chiffres. Les énergies renouvelables représentent aujourd'hui près de 10 % du mix énergétique total dans six des pays du G20.

« *Après dix ans d'inertie, nous avons pris beaucoup de retard en matière de réduction des émissions de carbone. C’est pourquoi nous devons atteindre un taux de réduction plus de cinq fois supérieur au taux actuel si nous voulons éviter un réchauffement de 2°C. Nous avons néanmoins des raisons d'être optimistes. Les pays de l'E7 se sont ouverts à la logique commerciale de la "croissance verte" et ont, pour la première fois, enregistré un taux de réduction des émissions de carbone* *plus élevé que celui des pays du G7. Au plan mondial, les énergies renouvelables progressent rapidement. Alors que leur coût se rapproche de la parité avec le coût de réseau, les conditions sont réunies pour instaurer un cadre réglementaire qui réoriente les subventions des énergies fossiles en faveur du déploiement des énergies renouvelables, »* explique **Laurent Rouach, associé et Sustainability Leader chez PwC Luxembourg**. Il ajoute : *« Plus on attend et plus il sera technologiquement difficile, coûteux et risqué sur le plan climatique de rattraper ce retard.*»

***2°C : l’écart entre des engagements ambitieux et la réalité***

L'étude de PwC est publiée deux semaines avant le sommet des Nations Unies sur le changement climatique qui se tiendra à New York le 23 septembre. Ce sommet, auquel assisteront les dirigeants du monde entier, vise à relever les engagements des pays en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Cette étude révèle le décalage entre les négociations climatiques mondiales, visant à limiter à 2°C le réchauffement de la planète, les engagements pris par chaque État, qui limiteraient le réchauffement à 3°C, et la réalité du taux de réduction actuel, qui, s’il se maintient, contiendrait le réchauffement à 4°C.

L'étude qualifie d'«implacable» le délai fixé pour atteindre les objectifs, aujourd'hui cruciaux, en matière de réduction des émissions de carbone :

* Les émissions annuelles liées à l'énergie des pays du G20 doivent diminuer d'un tiers d'ici 2030 et de légèrement plus de la moitié d'ici 2050 pour respecter la limite de 2°C.
* Ensemble, les pays du G7 devront quasiment doubler leur taux annuel de réduction des émissions de carbone entre 2014 et 2020, pour atteindre 3,8 %. Leur taux moyen de réduction s'est élevé à 2,3 % entre 2010 et 2013. Les émissions absolues de carbone (c'est-à-dire toutes les émissions et pas uniquement celles qui sont liées à l'énergie) doivent diminuer de 44 % d'ici 2030 et de 75 % d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 2010.
* Les pays de l'E7 devront réduire de 8,5 % l'intensité carbone chaque année à compter de 2020, puis de 5,3 % par an entre 2030 et 2050 pour réaliser l'objectif de 2°C.

« *Au cours des douze derniers mois, nous avons observé une légère évolution des discours sur les émissions de carbone. Les coûts de l'inaction sur le plan climatique – des inondations aux coûts de l'énergie en passant par les prix des matières premières et l'insécurité alimentaire – semblent augmenter. Les chefs d'entreprise et les dirigeants politiques doivent prendre conscience qu'il faut dès maintenant prendre des mesures décisives pour éviter les risques extrêmes liés aux changements climatiques. C’est un préalable indispensable pour une croissance économique durable,* » conclut Laurent Rouach.

La brochure PwC Low Carbon Economy Index 2014 est disponible sur [www.pwc.lu](http://www.pwc.lu/en/sustainability/publications-global.jhtml)

**Remarques :**

1. Voici quelques exemples des résultats de l'étude « Low Carbon Economy Index » pour les pays du G20 :

* L'**Australie** affiche un taux de réduction des émissions de carbone de 7,2 %, partiellement dû à une baisse de la demande d'énergie dans un contexte de croissance économique, ainsi qu'une hausse de 30 % de la production hydroélectrique.
* La **Chine** enregistre une des meilleures performances pour un pays en développement, avec un taux de réduction des émissions de carbone de 4 % en 2013. Le secteur des énergies renouvelables est florissant et joue un rôle important. Toutefois, les bons résultats de la Chine doivent être considérés au regard de son rôle de principal émetteur de CO2 et de son intensité carbone élevée (deux fois plus importante que celle des pays du G7).
* Le **Royaume-Uni**, troisième en partant du bas du classement de 2012, est aujourd'hui le pays du G20 qui a le plus progressé en matière d'intensité carbone ; le pays est d'ores et déjà l'une des économies mondiales affichant la meilleure efficacité énergétique. Les progrès sur le plan de l'efficacité énergétique, l'augmentation des énergies renouvelables sur le plan national et la fermeture de deux centrales à charbon importantes ont entraîné une nette baisse de l'intensité carbone en 2013, parallèlement à une croissance économique relativement forte.
* Aux **États-Unis**, le charbon a regagné des parts de marché par rapport à la production d'électricité à partir de gaz naturel depuis son point bas d'avril 2012, ce qui a entraîné une hausse des émissions depuis 2007. Le mythe selon lequel la révolution du gaz de schiste se traduira obligatoirement par une baisse des émissions semble ainsi réfuté.
* En **Allemagne**, le passage du nucléaire aux énergies renouvelables – une transition de grande ampleur – a provoqué une augmentation à court terme de l'utilisation des énergies fossiles.
* Au **Brésil**, près d'un tiers de l'énergie est hydroélectrique, mais en raison des épisodes de sécheresse répétés, le déficit en énergie a dû être comblé via des importations de gaz naturel liquéfié.
* Cinq pays ont augmenté leur intensité carbone en 2013 : la **France, les États-Unis, l'Inde, l'Allemagne et le Brésil**. Les facteurs contribuant à cette tendance comptent l'augmentation de la consommation de charbon afin de répondre à la demande d'énergie, le ralentissement du rythme d'évolution en faveur des énergies renouvelables comparativement aux autres pays, et les difficultés à court terme liées à la production d'énergie.

1. Dans le cadre du processus de négociations climatiques des Nations Unies, tous les pays doivent présenter leurs engagements, avec pour objectif collectif de diminuer les émissions mondiales de gaz à effet de serre, afin de limiter à 2°C le réchauffement climatique d'ici 2100.
2. L'E7 compte la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique, la Russie, l'Indonésie et la Turquie.
3. Selon le GIEC, les émissions de dioxyde de carbone (CO2) ont atteint leurs plus hauts niveaux en quarante ans. Le GIEC a averti que notre trajectoire actuelle conduira à un réchauffement compris, selon les estimations, entre 3,7°C et 4,8°C au cours du 21e siècle. Ce réchauffement devrait avoir de graves répercussions sur les individus et les écosystèmes : stress hydrique, menaces sur la sécurité alimentaire, inondations côtières, phénomènes météorologiques extrêmes, transformation des écosystèmes, extinction d'espèces terrestres et marines, etc. Si le niveau de réchauffement continue d'augmenter, bon nombre de ces conséquences risquent d'être systémiques, mondiales et irréversibles.

***Méthodologie de l'étude « Low Carbon Economy Index***

Le modèle LCEI tient compte des émissions de carbone liées à l'énergie, et retient une série d'hypothèses, parmi lesquelles les projections de croissance économique, l'intensité énergétique primaire et le mix des combustibles. Ce modèle couvre des données énergétiques et macroéconomiques provenant de chaque pays membre du G20, ainsi que des données mondiales. Notre premier rapport LCEI, disponible en ligne, présente en détail la structure de notre modèle. Les estimations des engagements requis s'appuient sur les résultats du GIEC relatifs aux processus potentiels d'émission (tel que décrit dans son 5e rapport d'évaluation (AR5) au chapitre 6 du Groupe de travail III), qui sont comparés aux données/projections sur les émissions du modèle LCEI. Des vérifications sont également réalisées en regard du rapport « Emissions Gap » du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement). Il convient de signaler que les estimations précises sur les engagements requis et la réduction des émissions de carbone que nous présentons sont fondées sur une série d'hypothèses ; dans la réalité cependant, les engagements et les taux de réduction des émissions de carbone peuvent s’inscrire dans une fourchette en raison d’incertitudes liées à la modélisation et de la variabilité climatique.

**A propos de PwC Luxembourg**

PwC Luxembourg (www.pwc.lu) est le premier cabinet de services professionnels au Luxembourg, employant 2300 personnes originaires de 57 pays différents. PwC Luxembourg fournit des services en matière d’audit, de fiscalité et de conseil, comprenant notamment des services de conseils en gestion, en transactions, en financement ainsi que des services de conseils portant sur des aspects réglementaires. La firme fournit ces conseils à une clientèle très variée allant des entrepreneurs locaux et des PME aux grandes multinationales ayant leurs activités au Luxembourg et dans la Grande Région. La firme aide ses clients à créer la valeur qu’ils recherchent en contribuant au bon fonctionnement des marchés de capitaux et en fournissant des conseils privilégiant une approche sectorielle.

Le réseau international PwC est le plus important prestataire de services professionnels dans les domaines de l’audit, du conseil fiscal et du conseil en gestion. Nous sommes un réseau de firmes indépendantes présentes dans 157 pays et comptons plus de 184 000 collaborateurs. Faites-nous part de vos enjeux et consultez nos sites de référence : [www.pwc.com](http://www.pwc.com) et [www.pwc.lu](http://www.pwc.lu) pour davantage de précisions.

1. L’E7 est un groupe de 7 pays émergents:Chine, Russie, Inde, Indonésie, Mexique, Brésil et Turquie. [↑](#footnote-ref-1)